



---

**MISSION D'OBSERVATION DE L'UNION AFRICAINE**  
**POUR LES ELECTIONS LEGISLATIVES DU 28 SEPTEMBRE 2013**  
**EN REPUBLIQUE DE GUINEE**

**RAPPORT PRE-ELECTORAL**

**Résumé**

Les élections législatives auront finalement lieu le 28 septembre 2013 en République de Guinée. Des négociations entre les principales parties prenantes au processus électoral sous l'égide de la communauté internationale ont abouti à une modification du calendrier électoral qui prévoyait initialement la tenue de ces élections le 24 Septembre 2013. La date du 24 Septembre 2013 était elle-même le fruit d'un consensus entre les acteurs politiques dans le cadre de l'accord du 3 juillet 2013. L'organisation de ces élections plusieurs fois reportées en raison de blocages et de contraintes techniques constitue un test de la capacité de la Guinée à organiser des élections crédibles, transparentes, apaisées et inclusives. Elle devrait également permettre à la Guinée de parachever la transition politique entamée avec l'élection présidentielle de 2010.

Le renvoi de ces élections au 28 septembre 2013 permet de maintenir la cohésion sociale et de procéder à des ajustements nécessaires à une meilleure organisation matérielle du scrutin. La Mission d'Observation Electorale de l'Union Africaine salue l'esprit de compromis et le sens élevé de responsabilité des acteurs politiques guinéens. Par ailleurs, la Mission encourage toutes les parties prenantes concernées à respecter tous les engagements pris dans le cadre de la tenue de ces élections. Enfin, elle invite la CENI à faire preuve d'impartialité et d'intégrité dans la conduite des procédures de vote et dépouillement, ainsi que dans la transmission et la compilation des résultats afin de garantir un processus électoral transparent et apaisé.

**Introduction**

Suite à l'invitation du Gouvernement de la République de Guinée, la Présidente de la Commission de l'Union Africaine **Son Excellence Dr**

**Nkosazana Dlamini Zuma** a décidé de déployer une Mission d'Observation pour suivre et rendre compte du déroulement du processus électoral dans le pays. La Mission d'Observation Electorale de l'Union Africaine (MOEUA) est conduite par **Son Excellence Dr Mahamadou Danda**, ancien Premier Ministre de la République du Niger.

La Mission comprend 40 observateurs. Elle est composée d'Ambassadeurs auprès de l'Union Africaine à Addis Abeba, de parlementaires panafricains, de responsables d'organes de gestion des élections et des membres d'organisations de la société civile africaine. Les observateurs viennent de 16 pays, représentatifs de la diversité géographique du continent, à savoir l'Algérie, le Burkina Faso, le Burundi, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, Djibouti, le Gabon, le Ghana, le Mali, la Mauritanie, le Niger, l'Ouganda, la République du Congo, le Sénégal, la Tunisie et le Togo. La MOEUA bénéficie de l'appui technique et logistique d'experts de la Commission de l'Union Africaine, du Parlement Panafricain et de l'Institut Electoral pour une Démocratie Durable en Afrique (EISA).

Une équipe d'observateurs de long terme est arrivée en Guinée le 24 août 2013 pour évaluer l'état de l'environnement pré-électoral, y compris les conditions politiques et les préparatifs techniques de ces élections. Elle est présente à Conakry, Kindia, Mamou, Labé, Kouroussa, Kankan, N'Zérékoré et Boké. Elle a interagi avec l'ensemble des parties prenantes au processus électoral, a assisté aux activités de campagne des partis et candidats à ces élections, évalué le niveau de préparation de la CENI et observé les travaux du comité de suivi de l'Accord du 3 juillet.

Cette déclaration présente les observations et recommandations de la Mission à ce stade du processus électoral.

## **CONTEXTE POLITIQUE**

Au terme de l'article 159 de la Constitution, les élections législatives devaient avoir lieu dans un délai de 6 mois à compter du 24 mai 2010, date d'entrée en vigueur de la Loi fondamentale. Plusieurs fois reportées, ces élections auront finalement lieu le 28 Septembre 2013, soit 3 ans après la période prévue par la Constitution. Des négociations entre les principales parties prenantes au processus électoral sous l'égide de la communauté internationale ont abouti à une modification du calendrier électoral qui prévoyait initialement la tenue de ces élections le 24 Septembre 2013. La date du 24 Septembre 2013 était elle-même le

fruit d'un consensus entre les acteurs politiques dans le cadre de l'accord du 3 juillet 2013.

L'organisation de ces élections plusieurs fois reportées en raison de blocages et de contraintes techniques met fin à une long période d'attente et d'incertitude qui a prévalu dans le pays depuis l'élection présidentielle de 2010. Cette élection devait logiquement être suivie par la mise en place d'une nouvelle Assemblée nationale. Le scrutin du 28 septembre 2013 constitue donc un test de la capacité de la Guinée à organiser des élections crédibles, transparentes, apaisées et inclusives. Il devrait enfin permettre à la Guinée de parachever la transition politique entamée avec l'élection présidentielle de 2010.

La Mission a relevé de nombreux désaccords qui ont opposé les parties prenantes au processus électoral. Il s'agit notamment de la recomposition et du fonctionnement de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), du choix de l'opérateur technique chargé du recensement électoral, de l'assainissement et de la sécurisation du fichier électoral, de la détermination du calendrier électoral et du vote des Guinéens de l'extérieur. L'absence de consensus sur ces principaux points a alimenté un climat de méfiance entre les acteurs politiques.

La Mission note que ces désaccords n'ont pas favorisé la préparation de ces élections dans la sérénité. Elle note également que le renvoi de ces élections au 28 septembre 2013 permet de maintenir la cohésion sociale et de procéder à des ajustements nécessaires à une meilleure organisation matérielle du vote. La Mission salue par conséquent l'esprit de compromis et le sens élevé de responsabilité des acteurs politiques guinéens qui ont permis d'aboutir à cette décision.

## **ADMINISTRATION DES ELECTIONS**

La CENI est l'organe de gestion des élections en Guinée. Elle est chargée de l'établissement et de la mise à jour du fichier électoral, de l'organisation, du déroulement et de la supervision des opérations de vote, ainsi que de la proclamation des résultats provisoires. En plus des représentants de la société civile et de l'administration publique, la CENI a une composition paritaire qui assure une égale représentation de la mouvance présidentielle et de l'opposition en son sein. Si le mode de désignation des membres de l'institution vise à garantir un équilibre des forces entre délégués de la classe politique, la composition politique de la CENI n'est pas toujours de nature à garantir l'indépendance de ses

membres vis-à-vis des partis politiques qui les ont mandatés. Il en a souvent résulté des dysfonctionnements et la poursuite de l'affrontement entre la mouvance présidentielle et l'opposition au sein même de l'institution. Ce qui a entraîné des blocages dans le fonctionnement de la CENI.

La Mission a noté les efforts consentis pour favoriser un climat de travail plus apaisé au sein de la CENI, en particulier à travers un mode plus consensuel de prise de décision. La Mission rappelle qu'un climat de confiance au sein de la CENI et l'exercice de ses fonctions en toute indépendance avant, pendant et après les élections, sont des gages de l'intégrité du processus électoral.

D'un autre côté, l'insuffisance d'une communication adéquate et en temps opportun de la CENI sur la conduite des opérations électorales a contribué à installer la suspicion et à aggraver la crise de confiance entre l'organe de gestion des élections et les parties prenantes au processus électoral. La Mission a aussi relevé les mesures prises par la CENI pour favoriser une meilleure circulation de l'information électorale. Il s'agit de la diffusion d'une lettre d'information, de la mise à jour d'informations sur le site internet de la Commission, des rencontres avec les partis politiques, de la mise en place d'un centre d'appel et d'information, ainsi que de la publication de communiqués et déclarations visant à mieux informer les parties prenantes sur l'état d'avancement du processus électoral.

## **GESTION DES OPERATIONS ELECTORALES**

Les désaccords entre les parties prenantes au sujet des modalités de mise à jour de la liste électorale, du choix de l'opérateur technique et de la gestion du fichier électoral ont été une source de blocage dans la mise en œuvre des opérations électorales. La Mission a pris note des mesures envisagées et exécutées dans le cadre de l'Accord du 3 juillet pour réduire la suspicion entre les parties prenantes, renforcer la transparence des opérations et garantir la crédibilité du processus électoral. Il y a lieu de citer, au rang de celles-ci, l'identification des doublons, la mise en place d'un comité chargé du suivi de la révision et la prorogation de la période d'enrôlement des électeurs. D'autres efforts ont été consentis pour adopter un chronogramme électoral qui fasse l'objet d'un consensus minimal au sein de la classe politique. Ce qui a contribué à accroître la confiance entre les parties prenantes au processus électoral et la CENI.

La Mission a été informée des décisions prises par la CENI pour l'organisation matérielle du vote y compris en assurant une meilleure adéquation entre le nombre d'électeurs et celui des bureaux de vote. La Mission a relevé quelques problèmes qui en ont résulté : la distance à parcourir par les électeurs pour aller voter ; les critères de localisation et de répartition de nouveaux bureaux de vote ; un relatif déséquilibre entre les bureaux de vote du point de vue du nombre d'électeurs qui y sont affectés et des distances à parcourir. D'autres anomalies ont été relevées en relation avec l'omission d'électeurs dument inscrits et détenteurs de leurs récépissés sur la liste électorale. La Mission n'a pas pu rentrer en possession de données chiffrées exactes pour évaluer de l'ampleur du phénomène et regrette l'absence de clarifications de la CENI sur cette question.

La Mission a pris note des ajustements opérés par la CENI pour favoriser une conduite sereine des opérations électorales. Il s'agit de l'éclatement des 31 bureaux de vote de plus de 1000 électeurs, du déploiement de matériel électoral supplémentaire (urnes et isoloirs) dans les 1035 bureaux de vote de plus de 700 électeurs dans l'optique d'une plus grande fluidité des opérations électorales, du regroupement des bureaux de vote à faible effectif d'électeurs, etc. La Mission observe que ces décisions ont été prises dans un temps relativement court qui traduit la flexibilité de la CENI dans la gestion des opérations électorales. La Mission recommande cependant que l'augmentation du nombre de bureaux de vote soit accompagnée du recrutement, de la formation et du déploiement d'un personnel adéquat.

## **CAMPAGNE ELECTORALE**

Selon l'article 38 du Code Électoral, la campagne pour les élections législatives s'ouvre 30 jours avant la date du scrutin et s'achève la veille à minuit. Elle a commencé le 23 août 2013 et devait s'achever le 22 septembre. Elle a été prorogée en raison du léger report des élections.

La campagne électorale a commencé timidement et a gagné en intensité avec la multiplication des activités de mobilisation de l'électorat sur le terrain. Elle a pris la forme de tournées des leaders politiques dans plusieurs régions du pays dans le but de sensibiliser les citoyens à voter pour les candidats désignés par leurs partis. Lors des meetings, la Mission a noté une tendance des partis politiques et des candidats à recourir à l'invective contre leurs adversaires plutôt qu'à articuler leurs discours de campagne autour de véritables programmes ou projets. D'autres partis et candidats ont utilisé la stratégie du porte-à-porte qui

offrait l'avantage de favoriser des rencontres de proximité entre eux et les électeurs.

Le report de la date du scrutin a eu pour effet un essoufflement de la campagne de nombreux partis et candidats. Cela s'est traduit par l'épuisement des ressources pour continuer à battre campagne et la démobilisation des équipes de campagne et des militants. Toutefois, le report des élections n'a pas affecté les partis de la même manière.

La Mission a regretté la persistance de tensions, d'incidents de violence et de débordements qui ont émaillé cette période de campagne. Elle invite les responsables des partis politiques à appeler leurs militants à la retenue pendant et après les élections. Elle salue les efforts déployés par la Force de Sécurisation des Elections Législatives (FOSSEL) pour garantir le bon déroulement du processus électoral et encourage les autorités à prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des personnes et des biens. Elle appelle, enfin, toutes les parties prenantes, à créer les conditions nécessaires pour la tenue d'un scrutin crédible, transparent, inclusif et apaisé le 28 septembre 2013.

## **Conclusion**

Les Guinéens se rendent aux urnes le 28 septembre 2013 pour élire leurs députés à l'Assemblée nationale. Longtemps attendues, ces élections ont fait l'objet d'un dernier report de quatre jours afin de permettre à la CENI de procéder à des ajustements utiles à une bonne conduite des opérations de vote. Ces ajustements avaient trait à la gestion du fichier électoral, à la distribution des cartes d'électeurs et à la localisation des bureaux de vote. Une évaluation objective et transparente des corrections apportées par la CENI reste attendue. Pour la Mission, une bonne communication est essentielle : elle doit contribuer à renforcer la transparence du processus électoral ; améliorer les relations de confiance entre la CENI et les parties prenantes ; assurer une bonne administration des élections.

La Mission invite la CENI à poursuivre et à renforcer sa communication vis-à-vis des parties prenantes. La méfiance et les suspicions ne pourront être dissipées que si la CENI fait preuve d'impartialité et d'intégrité dans la conduite des procédures de vote et de dépouillement, ainsi que dans la transmission et la compilation des résultats. A cet effet, toutes les dispositions doivent être prises notamment pour la sécurisation des procédures de transmission des résultats et celle des équipes chargées de la remontée des procès-verbaux des bureaux de

vote vers les différents sites de centralisation. La Mission encourage, par ailleurs, toutes les parties prenantes concernées à respecter tous les engagements souscrits dans le cadre du dialogue inter-guinéen et les appelle, à créer les conditions nécessaires pour la tenue d'un scrutin crédible, transparent, inclusif et apaisé le 28 septembre 2013.

Fait à Conakry, le 26 septembre 2013

Pour la Mission,  
**Son Excellence Docteur Mahamadou Danda**  
Chef de la Mission